

## **Plan cancer 3 : un plan "insuffisamment achevé" selon la cancérologie libérale**

PARIS, 12 février 2014 (APM) - Le troisième Plan cancer présenté il y a une semaine par le président de la République, François Hollande, (APM FBRB4001) est "insuffisamment achevé" et présente une "vulnérabilité", estiment les représentants de la cancérologie libérale et hospitalière privée dans un communiqué de réaction mercredi.

Ce communiqué est commun à l'Union nationale hospitalière privée de cancérologie (UNHPC), la Fédération de l'hospitalisation privée-MCO (FHP-MCO), la Société française de cancérologie privée (SFCP), le Syndicat français des oncologues médicaux (Sfom), le Syndicat des médecins pathologistes français (SMPF), le Syndicat national des radiothérapeutes oncologues (SNRO, qui fait aussi ses propres commentaires dans un communiqué séparé), le Syndicat national des médecins de l'hospitalisation privée (Symhop), l'Union des chirurgiens de France (UDCF) et l'Union nationale des médecins spécialistes confédérés (Umespe, branche spécialiste de la CSMF).

Ces organisations saluent ce plan en se félicitant du fait qu'il y a "continuité" avec les plans précédents tout en "élargissant le champ". Elles notent la consolidation de l'organisation du dépistage, la volonté d'augmentation du parc IRM, la reprise de certaines mesures du livre blanc de la radiothérapie, l'augmentation du nombre de tumeurs analysées au niveau génétique,...

Mais elles estiment aussi que le plan "apparaît comme insuffisamment achevé". Notamment, "de très nombreuses actions ou mesures ne précisent pas encore qui seront les pilotes responsables de leur mise en oeuvre" et "ne définissent pas non plus les indicateurs permettant de mesurer leur réalisation".

Par ailleurs, les demandes des libéraux et établissements privés "concernant une meilleure articulation entre l'Etat, ses services, ses agences et l'assurance maladie n'ont pas été suivies".

Les signataires craignent la "résurgence d'une conception de la cancérologie fondée sur une approche hiérarchisée et graduée", conception qui "avait été abandonnée" et "ne correspond pas aux exigences de la qualité des soins en cancérologie".

Ils s'inquiètent également de la "non prise en charge des problèmes spécifiques de la médecine libérale". Cela se traduit, entre autres, par une démographie en chute libre et ce qui est "lourd de périls pour l'efficacité du système", affirment les neuf organisations signataires de ce communiqué.

Enfin, beaucoup de mesures "peuvent apparaître comme de simples intentions tant leur rédaction manque des précisions techniques nécessaires". Par exemple, "l'intention ancienne réaffirmée de développement des inclusions dans les essais cliniques, sans qu'aucun changement ne soit prescrit dans les organisations actuelles qui ont montré leurs très grandes limites pour les CH comme pour les établissements privés".

Sont également cités l'absence de précision sur l'ouverture de la réalisation des actes de technique moléculaire au secteur libéral et des objectifs de délais d'accès des patients à l'IRM qui sont en retrait sur ceux du deuxième Plan cancer. Et ils se montrent réticents face à l'ouverture des prescriptions aux infirmières, qui "peut poser problème et ne peut être la réponse aux déficits démographiques de l'oncologie médicale".

## SNRO

Dans son communiqué séparé, le Syndicat national des radiothérapeutes oncologues (SNRO) constate que dans son domaine "peu des mesures des précédents plans ont abouti (en particulier les mesures de financement et d'adaptation de la nomenclature). En conséquence, la radiothérapie libérale accuse des retards de développement faute d'environnement adapté".

Le PMSI n'est toujours pas appliqué à la radiothérapie libérale, "ne permettant pas d'identifier officiellement son activité alors que celle-ci prend en charge plus de la moitié des traitements par radiothérapie". La nomenclature libérale "n'a pas évolué depuis 2004" et n'est "pas adaptée à l'évolution vers les techniques de haute précision (IMRT, IGRT, stéréotaxie), ce qui retarde leurs implantations dans le secteur libéral".

La curiethérapie "reste sous-valorisée, ce qui explique sa disparition progressive". Enfin, le SNRO déplore l'absence d'accès des centres de radiothérapie libéraux au financement des soins de support, qui sont distribués uniquement par les MIG (missions d'intérêt général).

fb/eh/APM polsan

redaction@apmnews.com

FBRBC004 12/02/2014 18:04 ACTU CANCER-HEMATO

